

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/C/M/24

21 janvier 1998

(98-0262)

Conseil du commerce des services

RAPPORT DE LA REUNION TENUE LE 16 JANVIER 1998

Note du Secrétariat

1. Le Conseil du commerce des services a tenu une réunion extraordinaire le 16 janvier 1998 afin d'examiner les questions relatives à l'entrée en vigueur du quatrième Protocole annexé à l'Accord général sur le commerce des services. L'ordre du jour de la réunion figure dans l'aérogamme WTO/AIR/752.
2. Pour des raisons imprévues, le Président du Conseil, M. l'Ambassadeur Joun Yung Sun (Corée), était dans l'impossibilité de présider la réunion. Conformément à la règle 13 du Règlement intérieur des réunions du Conseil du commerce des services, si le Président est empêché de participer à une réunion et s'il n'a pas été élu de Vice-Président, le Conseil doit élire un Président intérimaire pour la réunion en question. Le Conseil a demandé à M. David Hartridge, du Secrétariat, de présider la réunion.
3. Le Président a rappelé qu'à sa dernière réunion, le 19 décembre 1997, le Conseil avait adopté une Décision prorogeant le délai d'acceptation du Protocole jusqu'au 31 juillet 1998 afin de permettre aux Membres concernés qui ne l'avaient pas accepté au 30 novembre 1997 de le faire. Depuis lors, sept autres Membres avaient accepté le Protocole, ce qui portait le nombre total d'acceptations à 57. Pour ce qui était de l'entrée en vigueur du Protocole, le Président a rappelé que le groupe de Membres qui l'avaient accepté au 30 novembre n'avait pas pu parvenir à une décision pendant la durée de son mandat, qui était arrivé à expiration le 31 décembre 1997.
4. Le Président a invité les Membres concernés qui n'avaient pas encore accepté le Protocole à communiquer au Conseil toutes les autres informations dont ils disposaient sur leur situation. La représentante de la Bolivie a informé le Conseil que sa délégation avait reçu les pleins pouvoirs pour accepter le Protocole et qu'elle le signerait, une fois les procédures internes achevées, dans les deux ou trois mois à venir. Le Président a aussi invité les Membres qui avaient accepté le Protocole à exprimer leurs vues sur son entrée en vigueur.
5. La représentante des Etats-Unis a dit que sa délégation n'était pas encore en mesure de s'associer à un consensus sur la date d'entrée en vigueur du Protocole. Elle a demandé instamment aux Membres qui ne l'avaient pas encore accepté de le faire dès que possible. Quelques délégations ont fait savoir qu'elles souhaitaient que le Protocole entre en vigueur au plus tôt et elles ont demandé que le Conseil se réunisse sans tarder pour prendre une décision à cet effet. Le représentant du Maroc a dit que sa délégation était maintenant en mesure de s'associer à un consensus sur la date d'entrée en vigueur du Protocole. Le représentant du Japon a dit que sa délégation souhaitait que le Protocole entre en vigueur le plus vite possible. Il ne ferait pas objection à une réunion du Conseil le 26 janvier, comme cela

avait été suggéré, mais il a indiqué que, si la décision sur l'entrée en vigueur n'était prise que le 26, il s'ensuivrait que, le Japon devant encore mener à terme les procédures internes nécessaires, la date d'entrée en vigueur se situerait aux alentours du 10 février.

6. Le Président a suggéré que le Conseil tienne une nouvelle réunion le lundi 26 janvier pour discuter de la date d'entrée en vigueur du Protocole et, si possible, la fixer. Le Conseil en est ainsi convenu.
